

M. Foster: Monsieur le Président, un député conservateur a qualifié ces agriculteurs honnêtes et laborieux de lâcheurs, ce qui n'est assurément pas vrai. C'est le gouvernement qui est en train de les ruiner.

LA DEMANDE D'UNE MARGE DE CRÉDIT

M. Maurice Foster (Algoma): Monsieur le Président, le ministre a écrit à l'Association des banquiers canadiens pour lui demander une marge de crédit. Il est évident que ni les banques ni les coopératives de crédit ne peuvent accorder de marge de crédit à ces producteurs parce qu'elles savent que ce secteur va disparaître.

Le gouvernement offrira-t-il à ces producteurs des garanties pour qu'ils obtiennent la marge de crédit dont ils ont besoin pour exploiter leurs établissements et leurs vignobles? C'est vraiment le moins que le gouvernement puisse faire s'il ne peut adopter un programme d'indemnisation immédiatement.

L'hon. John Wise (ministre de l'Agriculture): Monsieur le Président, je sais gré au député de s'intéresser à ce dossier, mais il comprendra qu'on ne peut pas présenter un train de mesures équitables du jour au lendemain. Il doit se rendre compte aussi que le partage des coûts de ce train de mesures devra faire l'objet de négociations avec les provinces.

Je me demande si le député se souvient encore comment ce problème a commencé. Il a surgi en fait lorsque les provinces ont établi des frontières commerciales provinciales et des mécanismes de fixation des prix qu'elles ont promis à nos partenaires commerciaux de supprimer pendant le dernier round du GATT. Mais elles ne l'ont pas fait évidemment, et c'est ce qui explique les difficultés dans lesquelles se trouve aujourd'hui l'industrie viticole.

LES VITICULTEURS DE LA COLOMBIE-BRITANNIQUE

M. Jim Fulton (Skeena): Monsieur le Président, ma question s'adresse aussi au ministre de l'Agriculture. Beaucoup d'habitants de la Colombie-Britannique ont été inquiets d'apprendre que Fred Somer allait perdre sa maison et son vignoble à cause de l'accord Mulroney-Reagan. La lettre que l'institution financière lui a envoyée le disait expressément.

Quelles mesures précises le ministre de l'Agriculture prendra-t-il aujourd'hui, sachant que c'est l'époque de l'année où les viticulteurs ont besoin d'emprunter? Qu'entend-il faire à ce sujet?

Si le gouvernement peut trouver 500 millions de dollars pour aider les Reichmann à acheter Husky Oil, que va-t-il faire pour aider les viticulteurs du Canada?

L'hon. John Wise (ministre de l'Agriculture): Monsieur le Président, le député ne comprend pas qu'il est difficile de mettre sur pied des mesures d'adaptation de ce genre de façon qu'elles soient justes et équitables.

Selon le *Vancouver Province*, l'agriculteur en question, âgé de 61 ans, aurait dit ceci:

«Les gens ont pris des risques pour cultiver la vigne. Les technocrates doivent prendre leur temps.»

Questions orales

Nous travaillons aussi vite que possible, mais nous prendrons le temps nécessaire, afin que le programme soit juste et équitable pour tous les producteurs.

M. Fulton: Monsieur le Président, je voulais dire Gulf quand j'ai dit Husky, il y a un instant.

M. Clark (Yellowhead): Ce n'était pas la seule erreur. Dites toute la vérité.

M. Fulton: Le secrétaire d'État aux Affaires extérieures pourrait peut-être prendre une bonne respiration. Cela doublerait son quotient intellectuel.

M. Foster: Il faudrait plus que de l'oxygène pour cela.

M. le Président: Les députés pourraient-ils poser leurs questions brièvement, étant donné l'heure qu'il est.

LES PRÊTS DEMANDÉS PAR LES VITICULTEURS

M. Jim Fulton (Skeena): Monsieur le Président, ma question supplémentaire s'adresse au ministre de l'Agriculture. Brian Nash, président du *Ontario Grape Growers Marketing Board*, a déclaré qu'il n'était pas surpris des malheurs de Fred Somer, mais que le problème de l'Ontario était trois fois pire que celui de la Colombie-Britannique.

Les viticulteurs de l'Ontario et de la Colombie-Britannique, surtout ceux de la région de Niagara et du centre de l'intérieur de la Colombie-Britannique, voudraient savoir ce que le gouvernement entend faire maintenant. C'est en mars, en avril et en mai qu'ils ont besoin d'emprunter. Quelles mesures le ministre de l'Agriculture propose-t-il pour que la culture puisse se poursuivre au moment où ces gens s'appêtent à s'adresser aux institutions financières?

L'hon. John Wise (ministre de l'Agriculture): Monsieur le Président, nous avons pris des engagements à la suite de la rencontre du 4 décembre. J'ai eu l'occasion de faire connaître nos intentions à l'Association des banquiers canadiens au nom de l'industrie viticole. La plupart des institutions financières se montrent fort compréhensives. Cependant, il y a eu des problèmes dans certains cas, et nous faisons des démarches au nom des personnes concernées.

* * *

L'AGRICULTURE

LA SÉCHERESSE DANS LE SUD DE LA SASKATCHEWAN ET DE L'ALBERTA

M. Geoff Wilson (Swift Current—Maple Creek): Monsieur le Président, ma question s'adresse au ministre de l'Agriculture. Ce dernier sait que l'hiver et le printemps n'ont jamais été aussi secs en 102 ans dans les régions du sud de la Saskatchewan et de l'Alberta, sinon une fois. Cela a entraîné l'érosion du sol, et une localité a déjà commencé à faire venir de l'eau par camion. Cependant, le problème le plus immédiat touche les producteurs de bétail, qui souffrent d'un écoulement printanier insuffisant.